



LA FEDERATION COMMUNIQUE

COMMERCE EQUITABLE LA BONNE CONSCIENCE DU CAPITALISME

L'objectif affiché du commerce équitable est de « construire des échanges commerciaux basés sur des rapports plus équitables entre les consommateurs des pays riches et les producteurs des pays pauvres ». Si un tel projet peut apparaître comme un élément de la sensibilisation-culpabilisation du public aux questions du développement, il ne résout pas les problèmes de la domination des marchés, de la fixation des prix agricoles et de la surexploitation des paysans et salariés notamment agricoles, par les sociétés transnationales. Pire, il fait payer aux consommateurs salariés la tentative de « moralisation » d'un marché dans le cadre d'une mondialisation capitaliste destructrice pour les populations, en laissant les principaux responsables poursuivre leur recherche de profits au mépris du droit des peuples à se nourrir.

Comment, dans un monde dominé par l'ultra-libéralisme et la rentabilité financière, ne pas suspecter le caractère « humanitaire » de marchands du « commerce équitable » obligés de passer sous les fourches caudines des logiques des centrales de distribution ? D'une ONG, comme OXFAM avec ses 3 000 « partenaires » de par le monde, qui fait des rapports équitables son fonds de commerce, mais qui n'hésite pas à se faire le consultant de gouvernements à l'OMC ? A aucun moment, ces organisations ne dénoncent les logiques capitalistes, ni ne remettent en cause les mécanismes de domination des marchés et des peuples, tandis qu'ils sollicitent les consommateurs.

Le commerce équitable ne règlera pas les conditions de vie et de travail des populations des pays en développement parce qu'il n'envisage pas de remettre en cause la logique du système capitaliste et des dominations. De fait, le rapport entre le prix des exportations de ces pays et celui de leurs importations (les termes de l'échange) ne cesse de se dégrader depuis plusieurs décennies, réduisant leurs possibilités de croissance.

L'agriculture est souvent la base incontournable du développement dans de nombreux pays. Sans politique agricole et alimentaire garantissant la souveraineté alimentaire nationale, il ne saurait y avoir de développement global et équilibré des pays en développement. L'instauration de nouvelles coopérations internationales mutuellement avantageuses est un enjeu essentiel du développement des pays, contre l'utilisation de l'arme alimentaire par les Etats-Unis et l'hégémonie des transnationales. Ces coopérations doivent se construire à partir d'une base agricole et industrielle nationale forte, seul garant de coopérations durables et enrichissantes pour tous les peuples.

Montreuil, le 27 mai 2004

